

Parents et enseignants unis pour sauver l'école

La réunion de la communauté de communes avec les élus de la commission école avait lieu mardi 12 mars, en présence de parents et d'enseignants, derrière le maire d'Écorcei.

Les parents d'élèves du regroupement pédagogique intercommunal (RPI) Écorcei-Crulai-Les Aspres se sont adressés aux élus de la communauté de communes (CDC), affectés à la commission école, pour exprimer leur colère et indignation face aux mesures drastiques envisagées. L'annonce des fermetures de classes et d'écoles rurales fait tristement la une. Le groupe a été cependant entendu jusqu'au bout du réquisitoire par la commission d'élus.

Le maire d'Écorcei, Philippe Thouret, s'élève contre cette décision qui conduirait à la fermeture de l'école (car non arrangement au sein du RPI). « Pourquoi notre école nécessiterait-elle soudain 20 000 € de dépenses de rénovation », s'indigne-t-il ? Et « pourquoi brandir tous ces chiffres, au lieu de penser au devenir des enfants scolarisés, où iront-ils ? » S'y ajouteront les suppressions de postes et le déplacement de personnels liés à l'école.

Sept cents signatures

Le collectif de parents, mobilisé depuis un mois pour lutter contre la fermeture de classe, a recueilli en peu de jours plus de 700 signatures. Une mesure vaine car le conseil départemental de l'Éducation nationale (CDEN) a bien acté, le 13 février, cette fermeture. « Mais de là à fermer l'école, » « il y a un fossé franchi en très peu de temps. » Et d'autres questions fusent : « Qui sont les maires d'accord avec cette décision ? Comment peut-on voter pour la fermeture d'une école rurale, qui entraîne à terme, la mort d'un village ? »

Inquiets, parents, enseignants et personnels soulignent que « cette décision apparaît d'autant plus infondée, que le maintien des écoles rurales est une priorité du gouvernement par un plan d'action qui vise à garantir l'amélioration durable de la qualité du service public. » Ce plan, créé pour garantir le maillage scolaire, vise à la réussite des élèves en milieu rural, et prévoit aussi la création d'un bonus pour les regroupements pédagogiques intercommunaux. Selon le texte annoncé par le président de la République en 2019, « aucune école ne pourra désormais être fermée sans l'accord du maire. » Et le collectif de conclure, « notre RPI s'inscrit de droit dans les axes de ce plan, fermer l'école c'est s'opposer à la politique gouvernementale. »

Le président de la CDC des Pays de L'Aigle, Jean Sellier, reconnaît que « **fermer une école de village ne peut que faire mal au cœur** ». Il rappelle toutefois, « **c'est l'Éducation nationale qui ferme les classes, ce n'est pas nous** ». Impossible d'évoquer la situation sans des chiffres implacables. Comme il l'indiquait déjà dans des réunions publiques, le président évoque « **un enchaînement de fermetures qui s'annonce** », et « **l'on ne pourra pas garder toutes les écoles** ».

Glos-la-Ferrière, c'était il y a quatre ans. « **Depuis 2017, dans la CDC des pays de L'Aigle, quinze classes ont disparu. Stratégiquement les RPI doivent se positionner, se soutenir et faire des propositions. On nous reproche trop souvent de « brader », j'assume les critiques, mais on ne peut pas dire cela, on n'a pas déshabillé le territoire, on crée aussi de belles avancées, comme les centres de loisirs de la Ferté-Fresnel, Moulins-la-Marche, L'Aigle.** »



Les enseignants et parents en cortège derrière le maire d'Écorcei, Philippe Thouret, ont rejoint la réunion des élus de la commission écoles de la CDC, mardi 12 mars. Ouest-France